

4. Y a-t-il pénurie ou excédent de conseillers juridiques dans le Corps d'aviation royal canadien, ou le nombre de ces officiers est-il suffisant?

5. Existe-t-il quelque différence dans le taux de la solde accordée à un officier de l'armée remplissant les fonctions de conseiller juridique ou à un officier du Corps d'aviation royal canadien de grade correspondant, accomplissant des fonctions semblables? Dans l'affirmative: a) quelle est cette différence; b) quelle est la raison de cette différence?

Par M. Tucker—1. Le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou organismes, s'est-il fait représenter au congrès américain de chimie agricole tenu récemment à St-Louis, Mo.?

2. Est-ce que les procédés concernant la fabrication du sirop avec du blé, qui auraient été perfectionnés au *Northern Research Laboratory* du gouvernement des Etats-Unis, à Peoria, Ill., d'après les rapports du congrès ont été étudiés par quelque organisme du gouvernement canadien dans le but d'en encourager l'utilisation, s'ils sont trouvés réalisables, dans les installations de sucre de betterave ou ailleurs au Canada?

Par M. Hanson (*York-Sunbury*)—1. S. S. Wright, prévôt des incendies pour la Nouvelle-Ecosse, a-t-il présenté à Ottawa un rapport concernant l'incendie au quai No 21 à Halifax?

2. Dans l'affirmative, à quel ministère a-t-il présenté ce rapport?

3. Quelles étaient les conclusions du prévôt concernant: a) ce qui est survenu après la découverte de l'incendie; b) les fournitures qui y étaient emmagasinées; c) l'endroit où a commencé l'incendie?

Par M. Fraser (*Peterborough-Ouest*)—1. Quel est le montant de l'assurance contre les risques de guerre sur les grains?

2. A-t-on pris quelque assurance contre les risques de guerre sur des biens du gouvernement fédéral?

3. Dans l'affirmative, sur quels biens et où sont-ils situés?

4. Quel a été le montant d'assurance contre les risques de guerre vendu dans chaque province?

5. Dans quelles provinces a-t-on payé des réclamations sur les assurances contre les risques de guerre?

La Chambre reprend le débat, en comité plénier, d'un projet de résolution destinée à octroyer à Sa Maesté une somme d'argent d'au plus \$2,800,000,000 (représentant le solde de \$3,650,000,000), pour la défense et la sécurité nationales, et après avoir rapporté le progrès accompli le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Ralston, la Chambre s'ajourne à dix heures et 55 p.m. jusqu'à demain après-midi à trois heures.